



Photo : Gaëlle Généreux

C'est le 1er février que la Zone de rue animée s'est installée dans le quartier, organisée par le Comité populaire.

ZONE DE RUE ANIMÉE

Le samedi 1er février, le comité Activités du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste invitait les résidentes et résidents du faubourg à se réapproprier une partie de la rue Saint-Olivier dans le cadre du concept de zone de rue animée [...]

PAGE 8

LE SÉJOUR DEVIENDRA ILO

Des logements inaccessibles pour les gens du quartier

PAGE 11

POUR DU LOGEMENT SOCIAL MAINTENANT !

Le FRAPRU brave la tempête et manifeste le 7 février.

PAGE 7

LES SORCIÈRES D'À CÔTÉ

Le tricot envahit l'espace public.

PAGE 10



Problèmes de logement ?

Comité populaire Saint-Jean-Baptiste
418-522-0454



Journal de quartier publié à 6 500 exemplaires, cinq fois par an depuis 1990, *L'Infobourg* est un média libre et participatif qui défend sans ambages les droits et les intérêts des classes populaires. Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs et auteures.

Écrivez-nous, passez nous voir!

Comité de rédaction pour ce numéro

Marie-Ève Duchesne, Pascaline Lamare, Fabien Abitbol.

Ont aussi contribué

Vincent Baillargeon, Kéven Bibeau-Létourneau, Yolaine Carrier, Louis Dumoulin, Alice Guéricolas-Gagné, Mélina Kerhoas, Agathe Légaré, Sophie Pomerleau, Hélène Thibault.

Mots croisés

Agathe Légaré

Graphisme

Anne-Christine Guy

Correction

Catherine Duchesneau

Photographie

Toutes les photos proviennent du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, sauf avis contraire.

Publicité

Marie-Ève Duchesne (418-522-0454)

Coordonnées

780, rue Sainte-Claire, Québec, G1R 5B9

418-522-0454

www.compop.net

comite.populaire@videotron.ca

Veillez noter que notre politique d'information est sur le site web du Compop : compop.net/polinfo.

La publicité est la principale source de revenus de *L'Infobourg*. Le déficit d'opération du journal est assumé par le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, un organisme communautaire principalement financé par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, Centraide et par des activités d'autofinancement.

UN NOUVEAU PARC À CHIENS DANS SAINT-JEAN-BAPTISTE!

Par Kéven Bibeau-Létourneau

Vous l'aurez sans doute remarqué aux sons incessants des jappements de chiens, le parc Richelieu a officiellement été converti en zone à usage exclusif des chiens, et ce grâce à la Brigade Cynophile, un collectif de propriétaires de chiens qui a décidé d'annexer unilatéralement le mal-aimé des parcs de Saint-Jean-Baptiste.



Plusieurs indications sont pourtant visibles à l'intérieur du parc Richelieu appelant au civisme des propriétaires de chiens.

Bénéficiant d'un nombre croissant de membres depuis les derniers mois, la Brigade Cynophile déploie quotidiennement sa meute de toutous sur l'ensemble du parc en y organisant toute une panoplie d'activités fort intéressantes. Au menu des réjouissances : courses de chiens, séances d'aboiements, souillages des bancs et du module de jeu, et ce peu importe l'heure et le jour. Que du bonheur pour le voisinage immédiat. Au niveau des gains substantiels obtenus par la brigade, notons celui d'avoir fait fuir le peu de familles avec enfants qui osait s'y aventurer il y a peu de temps.

Cela dit, devenir un membre à part entière de la Brigade Cynophile nécessite le respect de certaines conditions implicites, dont :

- Détenir un ou plusieurs chiens, de grande taille de préférence. Posséder un molosse menaçant et/ou aboyant sans contrôle est un avantage;
- Ignorer sciemment tout règlement de la Ville de Québec, en particulier le R.V.Q. 1059, article 13*, ainsi que l'affichage rappelant les règles à respecter. Au sein de la Brigade, c'est le Code d'honneur qui prévaut;
- Faire soulager votre chien de préférence contre les modules de jeux pour enfants: ils ont été installés à cet effet;

- Faire japper votre animal principalement tôt le matin et/ou tard le soir ainsi qu'en fin de semaine;
- Ne jamais attacher votre animal;
- Utiliser toutes les méthodes possibles dans le but de les exciter;
- Vous assurer qu'aucun enfant ou qu'une personne itinérante ne pénètre à l'intérieur du parc.

Si vous avez eu l'idée géniale, vous aussi, d'acquérir un chien de grande taille afin qu'il puisse gambader heureux et en toute liberté dans le parc immobilier où les appartements sont parmi les plus exigus de la ville, dans l'un des quartiers les plus densément peuplés au Canada et où le pourcentage d'espaces verts est parmi les plus faibles au pays, rejoignez vite la Brigade Cynophile et bénéficiez d'une impunité totale, quel que soit le comportement de votre animal à quatre pattes préféré, tout en augmentant les nuisances sonores et olfactives sous la bienveillance des autorités municipales qui ont d'autres chats à fouetter. Cris et hurlements de chiens aux petites heures du matin le dimanche ou tard le soir en semaine, le voisinage en redemande!

* L'article 13 du règlement 1059 de la Ville de Québec parle des nuisances en lien avec les animaux domestiques : <https://reglements.ville.quebec.qc.ca/fr/ShowPdf/cr/R.V.Q.1059.pdf>

EN BREF

LA FIN D'UNE ÉPOQUE

Par Vincent Baillargeon



Photo prise lors de l'inauguration du site au parc Richelieu en juin 2005.

Depuis mai 2006, le Comité populaire s'occupait de la gestion du site de compostage installé dans le parc Richelieu. Au départ, deux boîtes à compost y avaient été installées et près de quarante ménages y étaient inscrits. Près de quinze ans plus tard, le site a su perdurer et prendre de l'ampleur. Six boîtes et plus de 80 ménages profitent du site. Si au départ il s'agissait d'un projet-pilote, ce dernier a réussi à montrer le besoin et la volonté des gens du quartier à composter.

Suivant son mandat d'assemblée générale, le Comité populaire a fait une transition de son site de compostage à l'organisme Craque-Bitume. Cet organisme, qui gère plusieurs sites de compost dans la ville, était le choix logique pour continuer la pérennité du projet. Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste souhaite bon succès et du plaisir aux gens fréquentant le site et à l'organisme Craque-Bitume pour l'avenir.



Conseiller en sécurité financière
Conseiller en assurances collectives

Michel Yacoub

501 14^e Rue
Québec, Qc. G1J 2K8
Tél. : (418) 529-4226
Fax : (418) 529-4223
Ligne sans frais 1-877-823-2067
michel.yacoub@sympatico.ca

- Assurance Collective
- Assurance Salaire
- Assurance Vie
- R.E.E.R Collectif
- R.E.E.R



ÉPICERIE J.A. MOISAN
epicerie@jamoisan.com
418-522-0685

PRODUITS POUR LA FINE CUISINE
ET NOTRE TERROIR QUÉBÉCOIS

ÉPICIER



LE CRAC
ALIMENTS SAINS
LA CAROTTE JOYEUSE

690, rue St-Jean
Québec (Québec) G1R 1P8
Tél: 418-647-6881
Fax: 418-647-3953
Courriel: info@lecrac.com

UN CONTRÔLE DES LOYERS EST NÉCESSAIRE



Rassemblement sur l'avenue Claude-Martin dans Vanier le 21 janvier dernier.

(La rédaction) À l'appel du Bureau d'animation et information logement (BAIL), des militants et militantes du droit du logement ont sillonné différents quartiers de la ville de Québec le 21 janvier dernier. Les personnes s'étaient réunies afin de réclamer un contrôle obligatoire et universel des loyers.

EN PLEINE CRISE DU LOGEMENT

Par Vincent Baillargeon

À la mi-janvier, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) publiait son rapport sur le marché locatif. Le taux général de logements inoccupés dans la province, qui était de 2,3 % à l'automne 2018, est maintenant de 1,8%. Conséquence directe de cette rareté: l'explosion du prix des loyers, les propriétaires profitant du peu d'offres pour exiger des augmentations abusives de loyer.

À Québec, le taux d'inoccupation a chuté à 2,4%, ce qui place la région en situation de pénurie de logements. Dans les quartiers centraux, ce taux est encore plus faible (1,7% en haute-ville et 1,8% en basse-ville). Depuis plusieurs années, Québec est l'une des régions où le loyer moyen est le plus élevé dans la province. C'est également la région où le loyer augmente le plus rapidement.

Dans cette situation, la recherche de logement sera certainement ardue ce printemps. Ces nouvelles données laissent présager que de nombreux locataires se retrouveront à la rue le 1er juillet prochain. Il est primordial pour les gouvernements de financer des mesures d'urgence (suppléments au loyer d'urgence, remboursement des frais d'hébergement et d'entreposage) pour les ménages se retrouvant sans logis à cause de la pénurie de logements locatifs.

On peut refuser une hausse de loyer et demeurer dans son logement

À la suite de la réception d'un avis d'augmentation de loyer, les locataires disposent d'un délai d'un mois pour informer leur propriétaire de leur refus. Avant de l'accepter ou de la refuser, toute hausse demandée devrait faire l'objet d'une vérification.

À partir des taux moyens d'augmentation des loyers, de la variation annuelle des taxes municipales et scolaires d'un immeuble et d'une estimation des montants investis en travaux majeurs dans cet immeuble ou l'un de ses logements, il est possible de calculer approximativement l'augmentation convenable d'un loyer.

Il est fortement suggéré aux locataires de contacter le groupe de défense des droits des locataires de leur secteur afin d'obtenir de l'information et de l'aide.

Cette tournée des hausses de loyer a effectué trois arrêts dans différents quartiers de Québec. Le circuit proposé par le BAIL visait à illustrer la pertinence d'une revendication comme le contrôle des loyers.

Tout d'abord, la tournée a fait un arrêt sur l'avenue Claude-Martin à Vanier. Le BAIL y a dénoncé le phénomène des «réno-éviictions», une pratique de plus en plus courante dans la région qui a un impact sur le coût des loyers. En effet, le BAIL constate une augmentation marquée du nombre de propriétaires immobiliers qui utilisent toutes sortes de stratagèmes pour évincer les locataires en place, faire quelques rénovations et ensuite relouer à gros prix le logement.

La deuxième halte s'est faite dans le quartier Saint-Sauveur, sur la rue Saint-Vallier Ouest. L'absence d'un contrôle obligatoire des loyers contribue grandement à la gentrification qui sévit dans certains quartiers populaires comme Saint-Sauveur.

Le BAIL a clos son circuit par un arrêt devant une résidence privée pour personnes âgées du quartier. Dans ce type de résidence, les locataires sont soumis à des hausses de loyer tout particulièrement salées. Le contrôle des loyers permettrait d'éviter des situations d'abus envers des locataires qui peuvent moins facilement faire valoir leurs droits.



Photo : Pascaline Lamare

Photo pour fin d'illustration seulement.

Les estimations moyennes de la Régie du logement (2020)

Logements chauffés par les locataires	1,2%
Logements chauffés par les propriétaires à l'électricité	1,0%
Au gaz	1,4%
Au mazout	0,6%
Travaux majeurs	3,1%

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) recommande aux locataires qui le peuvent de s'assurer d'avoir trouvé un nouveau logement avant de mettre fin à leur bail actuel. Il invite aussi à la prudence face aux propriétaires qui usent de divers stratagèmes pour chasser les ménages de leur logement (éviictions, réno-éviictions, reprises sous de faux prétextes, hausses de loyer abusives, etc.)

LUTTE CONTRE L'ITINÉRANCE : LA VILLE DE QUÉBEC DOIT INTERDIRE LES FERMETURES DE MAISONS DE CHAMBRES

(La rédaction) C'est lors d'une action de visibilité, le 11 décembre dernier, que le Bureau d'animation et information logement (BAIL) a demandé à la Ville de Québec d'interdire, dans les plus brefs délais, les fermetures de maisons de chambres situées sur son territoire. Ces dernières années, le parc de maisons de chambres s'est considérablement effrité à Québec. Dans les quartiers centraux, au cours des derniers mois, plusieurs dizaines de chambreuses et de chambreurs ont vu leur lieu d'habitation fermer. Dans un contexte où l'itinérance connaît une croissance marquée à Québec, il y a urgence à mettre un terme à ces fermetures.



Photo : BAIL

Les militants et militantes du BAIL en pleine action devant une maison de chambres de Québec.

« Actuellement, à Québec, des propriétaires attirés par l'appât du gain évincent brutalement et illégalement des chambreurs et des chambreuses. Ces locataires, dont plusieurs sont à haut risque d'itinérance, voient leur stabilité résidentielle sacrifiée sur l'autel des profits de l'immobilier, et ce, sans que les pouvoirs publics n'interviennent», s'est scandalisé Jonathan Carmichael, organisateur communautaire au BAIL.

Les maisons de chambres ont un rôle important à jouer dans l'offre résidentielle, entre autres pour prévenir et réduire l'itinérance. Pour de nombreuses personnes, il s'agit du dernier rempart avant la rue. «À chaque fermeture d'une maison de chambres, on se demande combien de personnes vont se retrouver en situation d'itinérance», s'est inquiété M. Carmichael.

La Ville de Québec est bien au fait du problème. Elle connaît également les abus subis par les chambreurs et chambreuses et les obstacles rencontrés par ces personnes quand vient le temps de défendre leurs droits. Selon le BAIL, la Ville doit mettre en place des mesures de protection du parc de maisons de chambres. «Les autorités politiques ont le devoir de protéger les citoyens et les citoyennes les moins nantis face aux abus des spéculateurs et promoteurs immobiliers», a conclu M. Carmichael.

Le Vestiaire du Faubourg

Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste appuie de nombreuses initiatives communautaires comme Le Vestiaire du Faubourg, une friperie située au 780, Sainte-Clair. L'équipe recueille les dons de vêtements en bon état sur les heures d'ouverture.

Devenez membre | 418-522-0454
comite.populaire@videotron.ca

UNE STRATÉGIE SUR LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE SANS GRANDES AMBITIONS

Par Marie-Ève Duchesne



C'est le 7 octobre 2019 que la Ville lançait une consultation en vue de sortir au printemps 2020 sa Stratégie sur la sécurité routière 2020-2024. Dans le cadre de cette consultation, dont une bonne partie s'est faite en ligne, deux jours de consultations publiques ont eu lieu les 23 et 27 janvier derniers. Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste en a profité pour se faire entendre face à cette Stratégie qui, pour le moment, manque un peu d'ambition.

Les grandes orientations actuelles

Actuellement, dans les documents rendus disponibles, on connaît les grandes orientations qui traversent cette stratégie et qui nous aident à voir ce vers quoi la Ville de Québec souhaite tendre. Dans la dernière édition de *L'infobourg* en décembre 2019, Pascaline Lamare nous présentait les possibilités que pourrait avoir cette stratégie pour le quartier:

- Investir 60 millions\$ en cinq ans, dont 11,5 millions pour les zones scolaires, 16 millions pour les zones accidentogènes et 25 millions pour des nouveaux trottoirs;
- Réduire la limite de vitesse dans les rues résidentielles à 30 km/h et 40 km/h;
- Accorder 3000\$ au conseil de quartier Saint-Jean-Baptiste par année pour engager les résidents et résidentes à réduire leur vitesse dans les rues résidentielles;
- Accorder 3000\$ à l'école Saint-Jean-Baptiste par année pour élaborer des outils de sensibilisation en partenariat avec des organismes communautaires;
- Acquérir et déployer un afficheur de vitesse dans le quartier;
- Intervenir en priorité aux 140 endroits les plus accidentogènes, dont 60 sont situés sur le tracé du projet de tramway et trambus. Pour le quartier, les deux sites identifiés sont sur l'avenue Honoré-Mercier, à l'angle des rues Saint-Jean et Saint-Joachim.

La réaction du Comité populaire

Bien que le Compop se réjouisse de la volonté de la Ville de réduire la vitesse pour les rues résidentielles, aucune mesure d'apaisement ne semble faire partie du portrait dans la forme actuelle de la Stratégie.

Sur la question des fonds distribués pour les démarches d'éducation avec le conseil de quartier ou avec l'école, l'objectif central semble toujours être de changer les comportements des résidents et des résidentes pour plus de sécurité. Or, le quartier Saint-Jean-Baptiste se voit aux prises avec un important problème de circulation de transit. Cette circulation est associée aux déplacements dont l'origine et la destination sont à l'extérieur du quartier. En effet, pour le quartier Saint-Jean-Baptiste, le problème de sécurité routière en est un d'abord et avant tout de circulation de transit et n'est donc pas lié nécessairement aux résidents et résidentes. Une bonne partie de la congestion automobile et de la circulation aux heures de pointe provient de la colline Parlementaire et des travailleurs et travailleuses des banlieues qui souhaitent «prendre un raccourci». Ces personnes ne connaissent ni la vie du quartier ni l'habitude pour plusieurs résidents et résidentes de marcher en plein milieu de la chaussée. Rappelons que le quartier a une pente accentuée et que les trottoirs sont étroits et souvent encombrés.

Pour le Compop, des aménagements plus structurants permettraient d'augmenter la sécurité routière, tout en améliorant grandement la qualité de vie des personnes qui y vivent. Le concept des rues partagées a donc été mis de l'avant pendant la consultation publique comme étant une voie à privilégier.

La rue partagée implique que la rue est vue comme un espace public où les personnes allant à pied et les cyclistes ont autant de droits que les véhicules motorisés, c'est-à-dire que la priorité n'est accordée à personne et qu'un respect mutuel doit s'instaurer pour assurer la sécurité de tous et toutes. Aussi, la limite de vitesse est abaissée à 20 km/h.

Peu de réponses jusqu'à maintenant

À la fin de la présentation du mémoire du Comité populaire, quelques éléments de réponse ont été avancés par l'élu responsable, Patrick Voyer, et les fonctionnaires présents. Concernant la question des aménagements structurants, bien que M. Voyer dise partager cette vision, la seule solution avancée par l'élu se résume en un Bureau de la sécurité routière au sein du Service de police de la Ville de Québec. Ainsi, la vitesse pourrait diminuer dans le faubourg Saint-Jean, mais aucune mesure d'apaisement de la circulation ne semble faire partie du portrait pour le moment. M. Voyer a également voulu nous rassurer quant à la possibilité d'élargir les mandats des conseils de quartiers et des écoles afin que les outils créés ou les solutions proposées ne soient pas seulement axés sur les résidents et résidentes du quartier. Finalement, l'un des fonctionnaires présents a stipulé que la Ville de Québec souhaitait travailler en collaboration avec le Compop sur la question de la circulation de transit, dans la perspective de l'arrivée d'un Réseau de transport structurant qui viendra changer radicalement les artères entourant le faubourg.

Pour le moment, beaucoup de questions demeurent sans réponse. Il faudra tout de même continuer les mobilisations nécessaires afin d'obtenir le quartier à échelle humaine que nous souhaitons, pour les résidents et résidentes d'abord.

A BEAU MENTIR QUI VIENT DE LOIN OU DU COIN

Par Yolaine Carrier

Du 28 mars au 5 avril 2020, se tiendra le Festival de contes et menteries de Québec. Cet événement, qui en sera à sa 5e édition déjà, propose des spectacles et activités diversifiées où des artistes de la parole vous en font entendre de toutes les couleurs!

L'organisme Les Ami.e.s Imaginaires, qui met en œuvre ce festival, est un fier diffuseur de contes, de légendes et de menteries. Il propose des spectacles pour redécouvrir l'art de la parole à travers des formules variées, où le conte s'amalgame à d'autres disciplines artistiques telles que la bande dessinée et la musique, entre autres. Le festival donne lieu à différents types de prestations, notamment des joutes contées, des concours de menteries, un spectacle en partie appuyé sur l'improvisation ou encore des soirées en formule plus intimiste.



Les spectateurs et spectatrices ont bien du plaisir pendant le Festival de contes et menteries de Québec.

Les activités sont présentées dans différents lieux de Québec, dont la Maison de la littérature, la Maison historique Chevalier et l'Espace galerie Sherpa.

Mais qu'est-ce qu'une bonne menterie?

Tout le monde connaît, dans son entourage ou via les médias, quelqu'un qui sait agrémenter une histoire. Parmi les styles de parole contée mis de l'avant par l'événement, il y a les menteries. Ces palabres, descendantes directes des histoires de pêche ou de chasse, donnent lieu à des concours entre conteuses et conteurs. Les samedi et dimanche 4 et 5 avril à 14h, des artistes de la menterie s'affrontent dans une lutte amicale pour tenter de séduire le public et les juges. Le jury peut d'ailleurs poser des questions aux concurrents et concurrentes, après leur prestation, pour vérifier la cohérence de l'histoire et décider qui mérite d'être cru... ou cuit.

Animations contées gratuites et accessibilité pour personnes sourdes et malentendantes

Le dimanche 29 mars, le public pourra assister à des animations contées sur l'avenue Cartier et au Bar et spectacles Le Jules et Jim. Cette activité gratuite sera réinterprétée en Langue des signes québécoise (LSQ). L'ouverture des festivités, qui aura lieu le samedi 28 mars à 20h à la Maison de la littérature, sera elle aussi rendue accessible aux personnes sourdes. Le dispositif Listen, pour les personnes malentendantes, sera aussi disponible à la Maison de la littérature.

Les Ami.e.s Imaginaires

Les Ami.e.s Imaginaires est un organisme sans but lucratif qui s'est donné pour mission de contribuer à la préservation et au renouvellement des patrimoines de la parole contée. Il réalise sa mission à travers des activités de diffusion et de médiation culturelle. L'organisme crée des rencontres entre artistes de la parole et publics en fournissant des lieux de diffusion pour le conte. Dans son volet diffusion, en plus du Festival de contes et menteries, Les Ami.e.s Imaginaires présente une série de spectacles d'impro contée. Vous pouvez trouver les détails de la programmation sur lesamiesimaginaires.ca.

AU BORD DU GOUFFRE

Par Vincent Baillargeon



Lors de l'action du RÉPAC 03-12, le 9 décembre dernier, les manifestants et manifestantes avaient envoyé un message clair au ministre de l'Environnement, Benoît Charrette.

Chili, Hong Kong, Algérie, Liban, France, Catalogne : les rues sont prises d'assaut, les slogans scandés à tue-tête envahissent le quotidien des gens, les confrontations avec les forces de l'ordre sont rendues la norme. Les systèmes en place sont attaqués de toute part. Si chaque mouvement a ses propres revendications et sa propre colère, une trame de fond ressort : le système actuel ne fonctionne plus; nous sommes au bord du gouffre!

La normalité de ces conflits est notre nouvelle réalité, on regarde les nouvelles de l'assassinat du numéro 2 iranien, entre les topos sur les feux en Australie et la « crise » causée par le prince Harry et Meghan Markle: tout va très bien, Madame la Marquise.

Malheureusement ou heureusement, cet aveuglement nous rattrape à la vitesse de la lumière. Si les dernières années ont vu les conflits sociaux, économiques, politiques et climatiques s'accroître et s'inter-relier, les solutions actuellement proposées par les élites financières et politiques ont démontré leurs limites ainsi que leur inefficacité.

L'échec de la lutte contre le dérèglement climatique

En rappel, l'objectif de l'accord de Paris est de limiter le réchauffement global à 1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle. Cependant, les engagements concrets pris jusqu'ici par les 183 pays qui ont ratifié l'accord permettront seulement d'atteindre le tiers des réductions des gaz à effet de serre (GES) nécessaires pour respecter l'objectif. En d'autres mots, l'accord est un échec cuisant.

Rien de nouveau sous le soleil, la dernière Conférence des parties (COP), réunissant les pays signataires de la

Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), a eu lieu à Madrid en décembre 2019 et a été décrite comme une « COP de la honte », n'aboutissant à aucune solution globale pour la situation actuelle.

Malgré le discours des politiciens, le Canada n'est pas le meilleur élève de la classe. Dans un document de 200 pages, déposé par le gouvernement canadien à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, on apprenait que, selon les pronostics, les GES du Canada ne diminueront que de 10% d'ici 2030. L'objectif du gouvernement fédéral, annoncé d'abord par Stephen Harper puis repris par Justin Trudeau, vise pourtant une diminution de 30% des émissions de GES. La plus grande contradiction du document concerne les émissions du secteur « pétrole et gaz ». En effet, l'industrie des énergies fossiles prévoit augmenter ses émissions de GES de 25% d'ici 10 ans.

Des projets qui ne doivent pas voir le jour

Nous devons voir la vérité en face, nos gouvernements ne régleront pas les différentes crises avec leur façon d'agir. Encore et toujours, notre seule option passe par la mobilisation et l'opposition à certains projets, comme les suivants.

GNL Québec

Projet d'une autre époque qui prévoit un pipeline gazier de 750 km, une usine de liquéfaction du gaz et un terminal maritime d'exportation par super-méthanières. Le projet, en plus de menacer des milliers de kilomètres de milieux

naturels, prévoit générer 8 millions de tonnes de GES par année.

Rien pour nous faire aimer GNL Québec : l'Institut de recherche et d'information socioéconomique (IRIS) nous apprenait dans une recherche* que la structure de financement du projet était construite pour éviter les règles fiscales du Québec et que l'investissement provient de sociétés basées dans d'importants paradis fiscaux.

Agrandissement du Port de Québec

L'agrandissement du Port de Québec apportera son lot de problèmes à la population et, plus spécifiquement, à la basse-ville de Québec. Le projet augmentera la pollution atmosphérique qui viendra s'ajouter aux particules nocives déjà présentes en grande quantité dans l'air de Limoilou. Le nombre de camions dans le secteur augmentera drastiquement, ce qui viendra jouer sur la qualité de vie des résidents et résidentes. De plus, le projet viendra mettre en danger des milieux naturels du secteur de la Baie de Beauport.

Troisième lien

7 milliards de dollars! Autant d'argent pour détruire des terres agricoles et des milieux naturels, pour augmenter la pollution atmosphérique, pour favoriser l'étalement urbain et aggraver la congestion routière. Un beau projet pour augmenter notre production de GES...

Victoire! Dans sa nouvelle mouture, les voitures pourront arriver plus vite au centre-ville. Il faut croire que le gouvernement n'a pas pensé aux désagréments et inconvénients d'avoir encore plus de voitures pour les citoyens et citoyennes des quartiers centraux...

Collectiviser les luttes

Si notre travail est de s'opposer aux différents projets destructeurs sur notre territoire, il faut évidemment s'inscrire dans des luttes beaucoup plus larges. Pensons simplement aux besoins de solidarité avec la nation Wet'suwet'en qui mène de front la lutte à Coastal GasLink**. Ce projet prévoit la construction d'un gazoduc de 670 km reliant la région de Dawson Creek, dans le centre-est de la Colombie-Britannique, aux environs de Kitimat, dans le nord de la côte.

Au contraire des solutions proposées par les élites actuelles, nous nous devons de penser globalement à travers nos actions locales. Les mobilisations se doivent d'inclure des enjeux beaucoup plus grands. Parce que, comprenons bien, il n'est pas question ici de sauver la planète pour les plus riches, mais de repenser nos modes de vies et d'existence. Les luttes pour l'environnement se doivent à tout prix d'inclure des perspectives sociales, féministes, anti-coloniales, et plus encore.

Nous sommes au bord du gouffre, mobilisons-nous!

*Source IRIS : Regards sur la CAQ – Fiche technique « GNL Québec/Énergie Saguenay – Quelles retombées fiscales? » https://cdn.iris-recherche.qc.ca/uploads/publication/file/FicheCAQ-8-GNL_WEB.pdf

**Pour en savoir plus : <http://unistoten.camp/>



Charlotte, Solange et Jean-Philippe Courtemanche

L'inter Marché Saint-Jean

Livraison du lundi au samedi.
Ouvert tous les jours, de 8 h à 23 h!

418-522-4889,
850, rue Saint-Jean

LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL INTÈGRE LE CONSEIL DE QUARTIER

Par Fabien Abitbol

Marie-Noëlle Bellegarde-Turgeon, directrice générale de la Société de développement commercial (SDC du Faubourg) a rejoint en janvier le conseil d'administration du conseil de quartier de Saint-Jean-Baptiste (CQSJB). Elle souhaite ainsi s'impliquer davantage dans un quartier qu'elle trouve « unique dans la ville ».

Avec un baccalauréat en biologie, rien ne prédestinait Marie-Noëlle à devenir commerçante. Pourtant, c'est ce qu'elle a fait durant dix ans sur la rue Saint-Jean, face à l'école. Le nom de ce qui était sa boutique (Rose Bouton) vient évidemment de la couleur (rose bonbon), mais lui est venu à force de confectionner des bagues avec des boutons de récupération.



Photo : Fabien Abitbol

Photo : Fabien Abitbol

Dans les locaux de la SDC, les messages se multiplient, et d'autres tableaux sont tout aussi remplis, qu'on ne voit pas ici.

Mme Bellegarde-Turgeon précise qu'elle a toujours eu une volonté de s'impliquer depuis l'enfance, et qu'elle était dans des comités au secondaire. C'est donc naturellement que, lorsqu'elle tenait Rose Bouton, elle s'est aussi impliquée dans la SDC du Faubourg (également connue sous le nom de SDC Quartier Saint-Jean-Baptiste). Et là voilà depuis juillet 2018 directrice générale de la SDC.

Marie-Noëlle estime qu'avec trois forces différentes – le Comité populaire, la SDC et le conseil de quartier –, Saint-Jean-Baptiste est un quartier « unique dans la ville » et que les commerçants et commerçantes ne peuvent « pas faire fi du conseil de quartier ni du Comité populaire ». Aussi, quand à l'automne 2019 le CQSJB lui a proposé un poste coopté, alors que son contrat avait été renouvelé pour trois ans, elle n'a pas hésité à en parler au CA de la SDC. La Société de développement commercial a trouvé cela « pertinent », puis a pris une résolution fin novembre, lui permettant d'être cooptée lors du CA du conseil de quartier de janvier 2020.

Il se trouve que le conseil de quartier est en train de peaufiner son plan d'action, alors que la SDC est aussi à réfléchir à sa planification stratégique. Reste à voir si les objectifs des deux organismes convergeront. Mais Mme Bellegarde-Turgeon est convaincue d'une chose : cette implication supplémentaire apportera une plus-value à son travail de directrice générale.

Dans les quartiers entourant Saint-Jean-Baptiste, trois cas de figure cohabitent : la SDC du Vieux-Québec n'est pas au conseil de quartier, celle de Saint-Roch ne siège plus au conseil de quartier mais s'y rend dans le public chaque fois que nécessaire, et à Montcalm, le directeur général est, depuis quelques années, membre coopté du conseil de quartier.

UN PRINTEMPS HISTORIQUE DANS LE FAUBOURG

Par Louis Dumoulin, président du conseil de quartier de Saint-Jean-Baptiste

Après une première édition réussie du Printemps de Saint-Sacrement en 2019, la Société historique de Québec (SHQ) et le conseil de quartier de Saint-Jean-Baptiste (CQSJB) vont organiser cette année Le Printemps de Saint-Jean-Baptiste. Divers événements se dérouleront ce printemps.

La Société historique de Québec propose d'organiser au moins six activités auxquelles pourraient s'ajouter des projets spécifiques en collaboration avec des organismes du milieu (par exemple, l'école, la Maison des jeunes, l'Entraide du Faubourg, le CHSLD Le Faubourg, la fabrique de la paroisse et ReGénération Bon-Pasteur).



Le 29 septembre 2019, l'église était ouverte pour la deuxième fois depuis sa fermeture en mai 2015.

Ces événements porteront sur différents pans de l'histoire de notre quartier (connus ou méconnus) ainsi que sur le patrimoine architectural et paysager du faubourg Saint-Jean-Baptiste.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, la programmation était en préparation, mais elle s'annonce prometteuse et surprenante. Seront ainsi mis en valeur des lieux iconiques et significatifs du quartier, principalement centrés autour de la rue Saint-Jean, une des plus vieilles voies de circulation de conception européenne en Amérique du Nord.

Tout le plaisir sera de marier activités et lieux plus ou moins accessibles dans un esprit de découverte. Le quartier Saint-Jean-Baptiste est comme une vieille table couverte de dizaine de nappes : on ne voit que la dernière couche et on ignore généralement ce qu'il y a en dessous. Avec la Société historique de Québec nous pourrions découvrir les aspects cachés de notre quartier. On aime ce qu'on connaît et on le défend encore mieux. Il y aurait beaucoup à dire sur le faubourg Saint-Jean : plus on gratte, plus on en trouve à raconter.

Pour découvrir la programmation (dates, lieux et événements) vous pourrez entre autres :

- lire *Le Bourdon du Faubourg* (partenaire média de ce Printemps de Saint-Jean-Baptiste);
- vous abonner à la page Facebook du Conseil de quartier à l'adresse facebook.com/CQSJB;
- surveiller les pages Facebook de la Société historique de Québec ainsi que d'autres organismes partenaires.

Une présentation complète de la programmation du Printemps de Saint-Jean-Baptiste aura lieu le mardi 7 avril à 19 h dans le cadre de l'Assemblée générale annuelle du CQSJB, au Centre culture et environnement Frédéric Back (870, avenue de Salaberry).

Aucune excuse, donc, pour ne pas participer au Printemps de Saint-Jean-Baptiste!

Assemblée générale 2020



L'assemblée générale du Conseil de quartier de Saint-Jean-Baptiste se tiendra le mardi 7 avril à 19h au Centre culture et environnement Frédéric-Back.

À cette occasion, vous pourrez :

- ➔ En apprendre davantage sur les activités à saveur historique de l'événement *Le Printemps de Saint-Jean-Baptiste*, en partenariat avec la Société historique de Québec (SHQ);
- ➔ Proposer votre candidature à un poste d'administrateur bénévole du conseil de quartier.

Chaque année, quatre places sont en élection, deux réservées aux femmes et deux aux hommes pour un mandat de deux ans. En outre, trois places sont disponibles par cooptation pour une durée d'un an.

Pour plus de renseignements, vous pouvez contacter M. Daniel Leclerc (daniel.leclerc@ville.quebec.qc.ca) ou joindre un administrateur bénévole par le bouton contact de la page facebook @CQSJB.



LA CAQ DOIT SE Doter D'UN PLAN DE SORTIE DE CRISE, MAINTENANT

(La rédaction) Après avoir sillonné les routes du Québec, une centaine de membres du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et de groupes alliés se sont rejoints dans la capitale pour une manifestation qui a culminé le 7 février devant l'Assemblée nationale. C'est sous la tempête que les militantes et militants pour le droit au logement ont dénoncé les effets de la crise du logement et ont réclamé des gestes de la part du gouvernement. Organisés en une dizaine de caravanes, ils et elles sont partis d'un peu partout: Montréal, Mont-Joli, Rimouski, Sainte-Luce, Rivière-du-Loup, Montmagny, Saguenay, Trois-Rivières, Shawinigan, Sorel-Tracy, Longueuil, Châteauguay, Beauharnois, La Sarre, Val d'Or et Rouyn-Noranda. Plusieurs personnes de Québec se sont également jointes à la manifestation. Des affiches rappelant les besoins immédiats de logements sociaux, et parodiant les pancartes électorales de la Coalition Avenir Québec, ont été installées devant l'Assemblée nationale.

Pendant trois jours, les caravanes du FRAPRU ont visité vingt bureaux de ministres du gouvernement Legault. À Québec, plus tôt le matin du 7 février, le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, le Comité des citoyennes et citoyens du quartier Saint-Sauveur et le Comité logement d'aide aux

Une crise du logement qui a de graves conséquences

Le FRAPRU constate que, déjà, la pénurie de logement –la plus grave en quinze ans– a de graves conséquences sur les locataires et sur les milieux de vie. «La plus évidente est la hausse drastique des loyers. Les personnes les plus pauvres sont de plus en plus chassées loin de leur quartier», a souligné Véronique Laflamme. Les groupes membres du FRAPRU constatent également une recrudescence des cas de discrimination.

«Tous ces obstacles à la location d'un logement décent, à prix convenable, mènent de plus en plus de gens à la rue», a déploré la porte-parole. Elle rappelle aussi que, depuis plusieurs mois, les refuges pour personnes itinérantes font état de débordements tandis que les maisons de transition doivent garder des femmes victimes de violence conjugale plus longtemps que prévu, parce qu'elles ne trouvent pas de logement abordable au terme de leur séjour, obligeant d'autres à demeurer avec leur conjoint dangereux.

À Québec, comme à Montréal, le FRAPRU s'inquiète en particulier de la spéculation foncière entraînée par les projets de transport collectif



La bannière de tête lors de la manifestation du 7 février, sous la tempête.

locataires de Québec ont interpellé Jonatan Julien, le ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale suppléant avec une occupation devant son bureau de Charlesbourg.

À quelques semaines du deuxième budget du gouvernement caquiste, le FRAPRU a ainsi voulu s'assurer que son message soit entendu par les membres du conseil des ministres. « Il y a une crise du logement au Québec et on ne peut pas se satisfaire des investissements actuels du gouvernement Legault », a indiqué Véronique Laflamme, porte-parole du regroupement. Le FRAPRU demande à Québec de réaliser son engagement électoral de livrer rapidement les logements sociaux promis depuis dix ans et de lancer un grand chantier de 50000 logements sociaux en cinq ans, dès son prochain budget.

développés dans des quartiers où les loyers étaient encore bas. « Cette spéculation provoque des dérapages, les propriétaires-investisseurs utilisent des stratagèmes douteux pour se débarrasser des locataires jugés moins payants. On ne peut plus laisser la situation dégénérer et c'est une raison supplémentaire pour qu'un nombre suffisant de logements sociaux puisse être planifié en amont », a prévenu Véronique Laflamme.

Contrairement au début des années 2000, plusieurs nouveaux logements sont mis en chantier, mais ce n'est pas suffisant pour régler la crise, selon le FRAPRU. « Les logements neufs qui se construisent sont hors de prix et ne sont pas une option pour les locataires précaires victimes d'éviction ou de reprise de logement ou encore pour ceux et celles vivant dans des logements insalubres. Si on veut trouver une réelle alternative aux logements trop chers, il faut augmenter la proportion de logements hors marché, qu'ils soient publics, coopératifs ou sans but lucratif », a affirmé Véronique Laflamme.

DU 8 MARS AU 17 OCTOBRE LES FÉMINISTES SE MOBILISENT POUR LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES

Par Marie-Ève Duchesne



En 2020, la Marche mondiale des femmes (MMF) organisera sa cinquième action internationale, sous le slogan «Nous résistons pour vivre, nous marchons pour transformer». Tous les cinq ans, et ce depuis 2000, une action internationale de la MMF a lieu un peu partout sur la planète. Avec cette action, l'organisation souhaite continuer à avancer dans la construction d'un mouvement permanent et en lutte : un mouvement féministe, anti-capitaliste et antiraciste.

Cette action pour 2020 se caractérisera par la résistance à l'offensive du capitalisme contre la vie, la résistance à la montée du conservatisme et de l'autoritarisme un peu partout dans le monde. Cette résistance est basée sur les valeurs d'égalité, de justice, de liberté, de paix et de solidarité qui animent ce mouvement depuis ses débuts.

Pour le Québec, les revendications portées tourneront autour des thèmes de la lutte à la pauvreté, de l'élimination des violences faites aux femmes, de la justice climatique, du racisme vécu par les femmes migrantes, racisées ou immigrantes, et du colonialisme et

des violences faites aux femmes autochtones. Toujours au Québec, cette action culminera le 17 octobre par une manifestation nationale à Terrebonne. Plus de détails suivront dans les prochains mois, mais on pourrait supposer que du transport sera organisé à partir de Québec pour y participer.

D'ici là, plusieurs actions auront lieu, à commencer par celles du 8 mars, Journée internationale des droits des femmes. La Coalition régionale de la marche mondiale des femmes organise pour l'occasion une marche festive et mixte dont le rassemblement est prévu à 10h30 devant la Nef (190, Saint-Joseph Est). Le départ de la marche se fera à 11h. Cette marche se terminera au Centre Durocher où un brunch non-mixte aura lieu. Cependant, il est important de s'inscrire avant le 3 mars auprès du Centre femmes d'aujourd'hui au 418-651-4280. Le coût de ce brunch est de 7\$ pour les femmes qui le peuvent ou gratuit pour celles dont les moyens financiers sont plus limités. Pour plus d'informations ou en cas de doute si une tempête survient (le 8 mars demeure le 8 mars), on peut contacter le Regroupement des femmes sans emploi du Nord de Québec au 418 -622-2620.

ZONE DE RUE ANIMÉE : SE RÉAPPROPRIER LA RUE L'HIVER

Par Pascaline Lamare



Le plaisir aura été au rendez-vous tout au long de cet après-midi.

Le samedi 1er février, le comité Activités du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste invitait les résidentes et résidents du faubourg à se réapproprier une partie de la rue Saint-Olivier dans le cadre du concept de zone de rue animée.

Sous le thème des activités hivernales, familles, petits et grands enfants ont pu faire une chose tout à fait banale dans n'importe quel quartier à échelle humaine, mais curieusement beaucoup plus difficile en centre-ville: jouer dans la rue et aller à la rencontre de ses voisins et voisines dans l'espace public.

Hockey-bottine, soccer sur neige un peu fondante, boissons chaudes et guimauves, quelques chaises garnies de couvertures, un peu de musique, une température clémente, tout était en place pour inciter le voisinage à sortir. C'est ainsi qu'une cinquantaine de personnes ont pu profiter de cet espace fermé à la circulation pour un après-midi, et permettre les rencontres d'une manière conviviale et festive.

Nonobstant des bâtons plus hauts que les joueurs et joueuses, la compétition de hockey-bottine fut féroce, et les points se comptaient aussi vite que les guimauves étaient avalées. Quant au soccer, l'impressionnante agilité des jeunes, narguant nids de poule, congères et plaques de glace laissées par les opérations de déneigement, laisse à penser qu'une ligue de sport hivernal option casse-cou devrait voir le jour dans le faubourg.

Cette initiative nous permet de réaliser qu'il n'est pas si difficile que cela de rendre les chaussées du quartier à ceux qui y vivent, à commencer par les fins de semaine. La rue Saint-Olivier, que la circulation de transit transforme habituellement en autoroute pour automobilistes pressés de gagner 15 secondes entre leur banlieue et leur lieu de travail, est à l'image de nombreuses rues du quartier : utiles pour beaucoup, impraticables pour les résidentes et les résidents alors même qu'ils sont une majorité à privilégier les transports actifs. La qualité du déneigement des trottoirs nous obligeant de toute façon à utiliser les chaussées, pourquoi ne pas regarder la réalité en face, et partager réellement les rues du faubourg? Dans un quartier aussi dense que le nôtre, c'est finalement beaucoup moins compliqué qu'on ne le pense.

UN FLASH MOB CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ICI ET AILLEURS : « LE VIOLEUR, C'EST TOI! »

(La rédaction) Le Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix) et le Comité des femmes immigrantes ont convié les femmes à réaliser, le 15 décembre 2019, un flash mob* contre les violences faites aux femmes ici et ailleurs. Cette action a eu lieu deux fois dans la journée, soit à l'Assemblée nationale, puis à place d'Youville. Une centaine de femmes ont répondu à l'appel, malgré le mauvais temps, pour dénoncer vivement les violences machistes perpétrées et tolérées par la police, les systèmes de justice, les gouvernements et la société.



Photo : Cuijté Hartog

Les féministes en action, lors du flash mob devant l'Assemblée nationale.

Ce coup d'éclat répondait à une invitation chilienne pour une mobilisation féministe. En effet, le 25 novembre dernier, le collectif chilien Las Tesis a rassemblé des dizaines de femmes dans un puissant flash mob dénonçant les violences faites aux femmes, les agressions sexuelles et l'impunité de ces crimes, notamment en marge des manifestations contre le président Piñera. Les vidéos de leurs performances sont devenues virales. La chanson et la chorégraphie ont été reprises, entre autres, en Allemagne, en France, en Espagne, au Mexique, au Brésil et au Québec. Depuis, le collectif invite les femmes à travers le monde à reprendre la chanson et à l'adapter selon leurs réalités.

« Maintenant, c'est à nous de nous montrer solidaires et dénoncer les violences machistes, avec notre propre couleur! », a affirmé Lorena Suelves Ezquerro, porte-parole pour cette action. Afin de réagir et dénoncer les violences faites aux femmes, des citoyennes de tous âges de la ville de Québec ont dansé et scandé «Le violeur, c'est toi/El violador eres tu/Tshin a ne ka metshe teshikuat auenu», en français, en espagnol, en innu et en langue des signes du Québec. Elles réclamaient des actions immédiates et structurelles afin de contrer et prévenir les violences envers les femmes.

Au Canada, on ne peut plus passer sous silence le cas des femmes autochtones qui subissent la violence systémique, où racisme, colonialisme et sexisme se conjuguent. «Alors qu'elles représentent 4% de la population canadienne, les femmes autochtones sont près de 25% des victimes féminines d'homicides», rappelle Annie-Pierre Bélanger, du Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale, également porte-parole pour cette action. Cette statistique est issue de la récente Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA). « Elles sont plus de 4000 à manquer à l'appel, selon des estimations documentées par les groupes de femmes autochtones », a ajouté Lorena Suelves Ezquerro.

« La situation des femmes immigrantes violentées sans statut ou en attente de statut n'est pas réjouissante, car elles sont en situation d'extrême vulnérabilité », a indiqué madame Suelves Ezquerro. Les organisatrices ont aussi tenu à souligner que la situation des femmes dans l'industrie du sexe n'est pas plus enviable : elles ont un taux de mortalité 40 fois plus élevé que la moyenne nationale et sont surexposées aux violences sexuelles et à la stigmatisation. Cette dernière statistique n'est pas sans rappeler le décès de Marylène Lévesque, assassinée le 22 janvier dernier à Québec.

Au Québec, les femmes peuvent être victimes d'agression à toutes les périodes de leur vie: durant l'enfance et l'adolescence (trois fois et demie plus d'infractions sexuelles enregistrées par la police chez les filles que chez les garçons), en couple (une femme sur sept agressée sexuellement par son conjoint au cours de sa vie), durant la grossesse et la période périnatale, lors de la vieillesse. « Ces violences sexuelles et sexistes sont décuplées en cas de crise politique ou climatique, comme on le constate avec les femmes chiliennes ou avec les migrations des personnes réfugiées », a spécifié madame Bélanger.

Toujours au Québec, les femmes représentent la quasi-totalité des victimes d'homicides, d'enlèvements, d'agressions sexuelles commises par un conjoint ou un ex-conjoint. Le système de justice ne soutient pas les femmes: elles sont seulement 5% à porter plainte et la quasi-totalité des agresseurs demeurent impunis avec une seule condamnation pour 1 000 plaintes. La vague du mouvement #MeToo ou #MoiAussi a démontré l'ampleur du phénomène de la culture du viol. Malgré tout, des mythes tenaces persistent, tant au niveau de l'intervention policière, que du processus judiciaire, qu'au niveau de la société. Ces mythes protègent les agresseurs en plus de blâmer les victimes.

L'événement du 15 décembre dernier se voulait accessible, ouvert et inclusif pour permettre la participation de toutes les femmes, personnes trans, non binaires et queer. La vidéo a été diffusée sur les réseaux sociaux via Youtube et Facebook. Il est possible de la voir en allant visiter le lien suivant : www.youtube.com/watch?v=_94lVboeeco (sous le titre «Un violador en tu camino – Québec»).

* Un flash mob est un rassemblement de plusieurs personnes dans un lieu public afin d'effectuer une action symbolique convenue comme une chorégraphie ou une action théâtrale, par exemple.

RETROUVEZ-NOUS
SUR LE WEB

COMPOP.NET



Les chocolats de Pâques Erico,
un péché trop mignon!

Erico

CHOCOLATERIE CRÉATIVE
MUSÉE DU CHOCOLAT

LES GLACES BIENTÔT
DE RETOUR!

LES SORCIÈRES D'À CÔTÉ - REVENDIQUER LA VILLE, UNE MAILLE À LA FOIS

Par Pascaline Lamare

Avez-vous remarqué que certains aménagements urbains s'ornent depuis quelques temps de laine ou de broderies? Derrière ces oeuvres, réalisées par le collectif Les sorcières d'à côté, des messages plus politiques qu'il n'y paraît.

Elles pratiquent le tricot-graffiti (aussi connu sous le nom de tricotag ou *yarn bombing* en anglais). Cette forme d'art urbain utilise le tricot, le crochet, le petit point ou le point de croix pour faire passer des messages politiques, voire subversifs. En recouvrant le mobilier urbain de fils, elles investissent l'espace public pour le rendre plus beau et lui faire dire bien des choses. Car notre quartier a bien des choses à dire et ne s'exprime pas juste en les écrivant sur des murs!



Photo: Pascaline Lamare
Ici, un exemple de tricot-graffiti que l'on peut observer dans le quartier Saint-Jean-Baptiste.

Leurs installations ont en commun la volonté de faire passer un discours émancipateur en marquant l'espace urbain. Le mystère et l'anonymat du collectif visent à permettre la prise de parole dans l'espace public, sur des enjeux qui touchent les femmes, les personnes queer, la sexualité et les rapports de pouvoir qui en découlent. La douceur des fils de laine appuie un message que d'autres taguent sur les murs du faubourg. Le fait que les installations soient non permanentes et puissent disparaître d'un coup de ciseau et qu'elles n'endommagent pas les murs ou le mobilier urbain suscite des réactions globalement plus positives que les graffitis, aussi poétiques soient-ils.

Depuis l'été, une quinzaine de pièces ont été installées dans le quartier. Certaines sont encore là, d'autres ont disparu. Le message transmis est ouvertement politique, anticapitaliste, féministe, queer. Et quand elles n'arborent pas de messages, les oeuvres tricotées ou brodées sur les poteaux véhiculent un message de réappropriation de l'espace urbain.



Photo: Pascaline Lamare

« L'un des objectifs est d'habiller les lieux publics en les rendant moins impersonnels, en les humanisant et en suscitant la réaction des passants », nous dit une des membres du collectif, qui ajoute qu'il s'agit d'occuper et de s'appropriier les lieux. « Dans le quartier, beaucoup de choses se font sans notre consentement citoyen. On peut agir sur notre quartier, l'enjoliver. Ça ajoute de la couleur, fait sourire les gens, même si c'est pas juste le but. »

Tricoter l'espace urbain, c'est aussi une façon de (re)tisser des liens humains. Les réactions au tricot-graffiti sont le plus souvent positives. Cet hiver, une personne a même laissé un petit mot à côté d'une oeuvre pour prendre contact avec elles. Les arts textiles ont ceci de particulier qu'ils rejoignent des personnes de tous âges et de tous milieux et qu'ils valorisent un savoir-faire qui peut s'exercer en groupe. Les sorcières aimeraient que n'importe qui se sente à l'aise de participer (contactez-les via leur page Facebook!) Avec peut-être l'objectif de créer une petite communauté politiquement tissée serrée... Pour les sorcières, il est important que cette pratique soit accessible. S'équiper n'est pas toujours à la portée de tout le monde, d'autant plus que le tricot semble revenir à la mode; aussi, elles n'hésitent pas à partager du matériel aux personnes qui débutent, en plus de leur expérience et de leur technique.

Broder et tricoter dans l'espace public, c'est non seulement une façon de se réapproprier une pratique souvent considérée comme inférieure, mais également de sortir les travaux d'aiguille de l'espace intime des maisons et de le valoriser en tant que pratique artistique. Difficile de ne pas esquiver un sourire en découvrant ça et là les messages que nous laissent Les sorcières d'à côté, puis de réfléchir à la façon dont nous habitons notre quartier... Alors, quand est-ce qu'on décore notre ville?

Pour en savoir plus: <https://www.facebook.com/cestdefamille>

PROJET « LA MONTÉE DES EAUX » : RÊVER LES POSSIBLES AUTOUR DE L'ÎLE DE SAINT-JAMBE

Par les Tyroliennes saint-jambiennes
(Alice Guéricolas-Gagné et Mélina Kerhoas)

Ce projet en plein bouillonnement aboutira en une exposition dans les fenêtres du quartier Saint-Jean-Baptiste en septembre 2020. Voici quelques nouvelles.

Collecte de témoignages

Dans le cadre de la dernière édition du festival Québec en toutes lettres, en octobre 2019, nous sommes allées à la rencontre de la population dans divers établissements de la rue Saint-Jean (Librairie Saint-Jean-Baptiste, Fou-Bar, bibliothèque Claire-Martin). Nous collectons des témoignages, ou en tout cas des paroles. Dans une tonalité utopique, comment se déroulerait la vie quotidienne si le quartier était devenu une île? Quelles facettes de l'existence nous faudrait-il valoriser dans ce contexte? Des questions de ce genre ont alimenté les discussions entre concitoyens et concitoyennes. Nous sommes ressorties de ces nombreuses rencontres avec le sentiment que la population ressent un besoin très fort de surpasser son cynisme et d'imaginer un futur agréable, aux antipodes des fictions dystopiques dont nous sommes abreuvées. « On ne m'a jamais demandé de faire une utopie! » a même déclaré un participant; ainsi constate-on que rien n'est plus banal que d'élaborer une dystopie.



Les deux Tyroliennes saint-jambiennes lors de leur présentation à l'Université populaire le 3 février 2020.

Collecte de points de vue

Au cours de cette même période, l'artiste français Sébastien Brunel, illustrateur de la page couverture du roman Saint-Jambe, était en visite dans le quartier. Nous avons fait une simulation numérique afin d'établir jusqu'où iraient les eaux après une montée de 30 mètres (marée basse), de 40 mètres (marée haute) et de 50 mètres (grandes marées). À partir de ces informations, nous avons arpenté le quartier avant de choisir une quinzaine de points de vue intéressants. Pour chaque lieu, nous choisissons un angle et nous inventions une petite histoire. Nous avons pris plusieurs photographies afin de documenter ces points de vue et de permettre à l'artiste de représenter la ville de façon très réaliste. Nous avons imaginé que des baleines pourraient circuler entre les bretelles de l'autoroute Dufferin-Montmorency, ou encore qu'un port de pêche bordé de vignes s'était établi autour des jardins de la tour Martello. Sébastien travaille actuellement à produire les premières esquisses des images.

La suite en septembre 2020 : une exposition et un vernissage déambulatoire

Cette exposition dans les fenêtres sera accompagnée d'un vernissage-déambulatoire. Le public déambulera dans le quartier, passant d'une fenêtre à l'autre en suivant la guide Alice, qui leur racontera toutes sortes d'histoires. Les spectateurs et spectatrices croiseront sur leur route des performances intégrées à la ville (balcons, impasses, cours et parcs seront mis à profit). Mélina et ses acolytes magnifieront façades et rues par des rétroprojections. Ce sera donc un rendez-vous nocturne! La déambulation sera accompagnée par quelques musiciens et musiciennes. Pour mener à bien ce grand rêve, nous rencontrons actuellement des citoyens et citoyennes qui aimeraient accueillir une image dans l'une de leurs fenêtres ou une performance dans leur cour. Cela dessine, presque naturellement, un parcours entre les fenêtres. Nous rencontrons aussi des artistes afin de mettre en place les performances qui égayeront les rues lors de la déambulation.

Nous rêvons ainsi la suite, au gré des rencontres et des découvertes, avec tout notre émerveillement pour les beautés cachées du quartier et les gens qui l'habitent. Nous rêvons à nos retrouvailles collectives, prémises de la solidarité et de l'action.

LE SÉJOUR DEVIENDRA INACCESSIBLE POUR LES GENS DU QUARTIER

Par Marie-Ève Duchesne



Formulaire de contribution pour l'université populaire (Upop)

L'université populaire, séries de conférences et d'ateliers sur des thèmes variés du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, est intéressée par vos idées pour les futures sessions. Ces soirées ont lieu le premier lundi du mois. Vous avez une suggestion ? Vous avez envie d'animer l'une de ces soirées ? Faites-nous parvenir ce formulaire rempli. On vous remercie déjà.

nom:

Courriel:

Téléphone

thème proposé:

description de la présentation:



Au moment d'écrire ces lignes, voici un aperçu du projet Ilo disponible sur certaines annonces en ligne.

C'est le 17 mai 2018 qu'un incendie se déclarait dans le garage situé au sous-sol de l'édifice bien connu du quartier Saint-Jean-Baptiste, Le Séjour. Situé au 315, rue Saint-Jean, cet édifice de neuf étages comptait 135 logements, alternant du studio au 3 1/2. Ce sont donc, au total, 135 ménages qui se sont retrouvés à la rue, du jour au lendemain, la fumée ayant causé d'importants dommages partout dans l'édifice. Cet automne, on apprenait que l'édifice avait changé de propriétaire. Et il s'agit d'une mauvaise nouvelle pour les locataires mal-logés, dans un contexte de pénurie de logements.

Ainsi, sur le site de la Ville de Québec, on peut voir qu'une nouvelle inscription au rôle comme propriétaire du terrain s'est faite le 18 décembre 2019. Au nom de Société immobilière François Bélanger Inc., un propriétaire bien connu des groupes logement à Québec pour «évincer» les locataires des immeubles qu'il acquiert afin de les remettre à louer à des prix exorbitants. Pensons simplement au Colombier dans le Vieux-Québec (situé au 125, rue Sainte-Anne), il y a quelques années. Plusieurs locataires y résidant avaient contacté le Comité populaire à l'époque afin de dénoncer les pratiques de ce propriétaire, jugées douteuses. Devant la pression et la lourdeur de la démarche, plusieurs avaient capitulé en cours de route.

Le Séjour deviendra Ilo

C'est par le biais des annonces sur Kijiji* que l'on apprend les intentions du nouveau propriétaire. En effet, la description qui est faite du projet nous laisse craindre le pire. Le Séjour deviendra donc Ilo et comprendra des « espaces communs remarquables : piscine intérieure, bassin froid, sauna scandinave, gym, salle de yoga, terrasse BBQ au toit avec vue 360 degrés, espace lounge et co-working, salle de réception, rangements pour vélos, espace lave-auto, stationnements intérieurs, chute à déchets à chaque étage, etc. » Le prix de ces logements? Entre 995 \$ et 1995 \$ par mois. Bien que les annonces parlent de bail d'une durée d'un an, l'annonce précise également que les locations à court ou long terme seront permises.

Ilo deviendra problème

Pour le quartier Saint-Jean-Baptiste et le Vieux-Québec, le taux d'inoccupation des logements locatifs est de 1,4 %, bien en-dessous du 3 % qui est la « norme » pour décréter si nous sommes en pénurie de logements ou non. Le loyer moyen pour un 3 1/2 est de 739 \$/mois. Celui d'un studio, 610 \$/mois. L'arrivée d'un projet comme celui de la Société immobilière François Bélanger Inc. n'augure rien de bon pour les locataires. En plus de contribuer à la hausse du loyer moyen dans le quartier, on assiste à une perte de logements locatifs abordables. 135 logements qui deviendront inaccessibles financièrement pour une très grande proportion des locataires du quartier. 135 logements où résidaient des personnes qui ont été obligées de se délocaliser suite à l'incendie et qui ne pourront probablement pas retourner vivre dans cet endroit que plusieurs affectionnaient. Rappelons que le revenu médian des ménages locataires du quartier en 2016 était de 37448 \$.

La Ville doit agir

Le scénario qui se déroule actuellement était prévisible. Bien que nous n'ayons pas d'informations concernant l'avancement du projet au moment d'écrire ces lignes, il demeure clair que la Ville de Québec devrait garder un œil ouvert sur ce qui se passe au 315, rue Saint-Jean. Dans un contexte de pénurie de logements, celle-ci aurait toutes les raisons de s'inquiéter des impacts à moyen et long termes pour les ménages locataires à plus faible revenu ou pour le tissu social d'un quartier comme Saint-Jean-Baptiste. Quand la Ville osera-t-elle mettre ses culottes face au privé qui se croit toujours tout permis?

*Au moment d'écrire ces lignes, les annonces étaient disponibles à cette adresse: <https://www.kijiji.ca/o-315-st-jean/1018941301/listings/>

Faites parvenir votre formulaire de proposition de contribution au Comité populaire saint-Jean-Baptiste au 780 Sainte-Claire, Québec(qc) G1R 5B9

Mots croisés

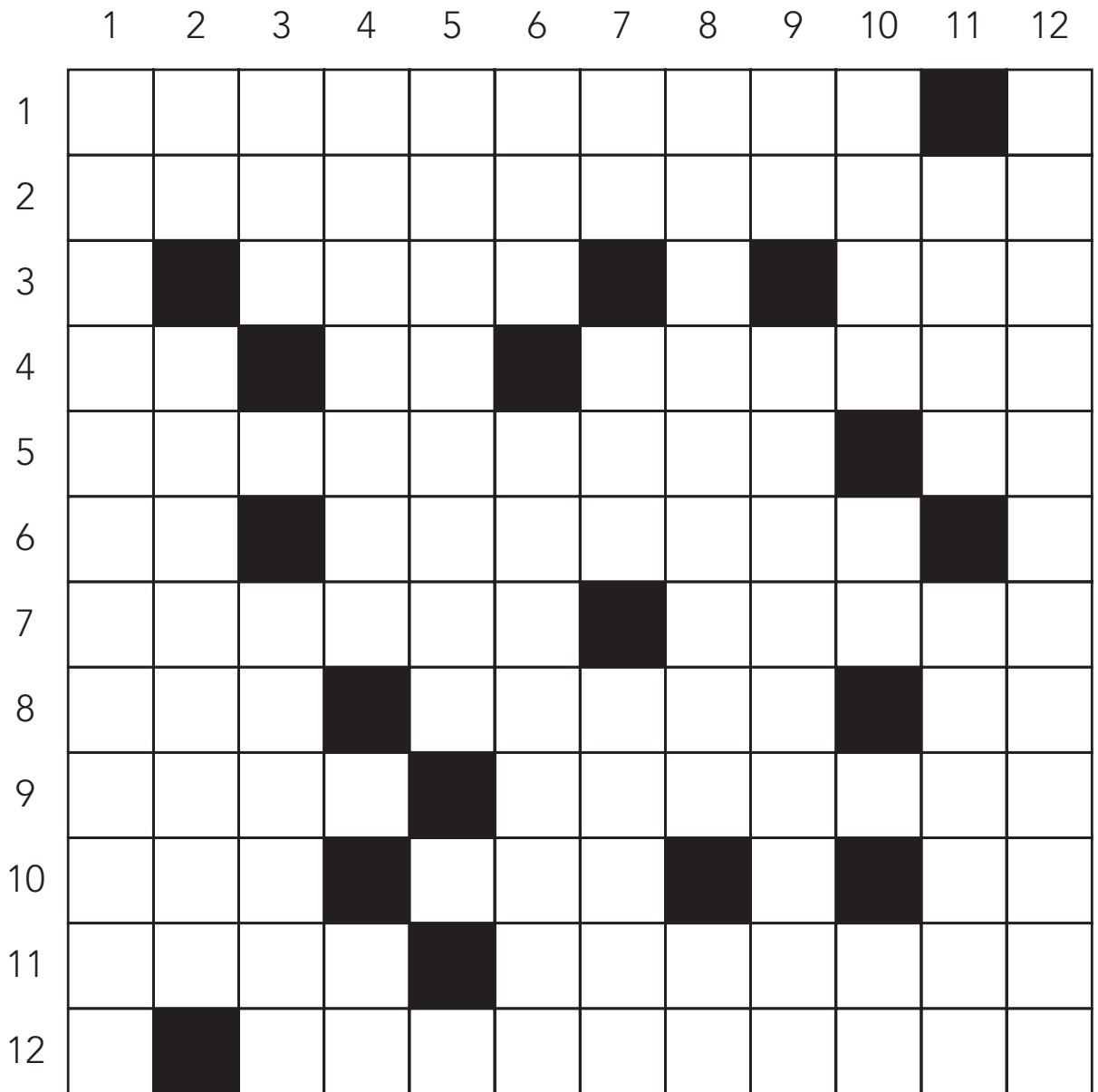
Par Agathe Légaré

Horizontalement

- 1- Programme québécois d'aide financière au logement social et abordable, victime de l'austérité libérale et que la CAQ tarde à relancer (en deux mots).
 2- Caractère de ce qui s'applique à tous les individus, pauvres ou riches, comme le régime d'assurance-maladie (en théorie).
 3- Boit comme un chat. - Armée de l'air britannique.
 4- Pronom personnel. - Parcours des yeux. - Vendit, transféra.
 5- Évincement, délogement d'un locataire sur une décision de la Régie du logement. - Télévision.
 6- Négation. - Comédienne.
 7- Extraire le lait d'une vache. - Guitare de l'Inde.
 8- Balle de service au tennis. - Vagabondes. - Note de musique.
 9- Bonbon à l'érable. - Porteras préjudice, nuiras.
 10- Ville du Pérou. - Conifère. - Venu au monde.
 11- Organe de la vue. - Maladroite et un peu niaise.
 12- Mandarines à peau rouge.

Verticalement

- 1- C'est presque toujours le résultat de l'avis d'ajustement d'un loyer transmis au locataire.
 2- Propriétaire du vieux pont de Québec. - Activité sportive.
 3- Poil de la paupière. - Éventail, ventilait.
 4- Estimai, déterminai la valeur. - Note de musique.
 5- Tombeau.
 6- Lettre recommandée électronique. - La livre britannique.
 7- Squelette. - Mélodie. - Démenti, rejeté.
 8- Falbala, Bonemine, Iélosubmarine et les autres femmes du village d'Astérix et Obélix. - Grade.
 9- Pronom personnel. - Entaillerai.
 10- Quand il est triste, c'est qu'il est peu recommandable. - Conjonction. - Avant deux.
 11- Tellement. - Fruit de l'amandier.
 12- Démunies, indigentes.



Annoncez-vous dans

L'INFOBOURG

75\$
pour une carte
d'affaires couleur



vue par plus de

5000

personnes dans le quartier

Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste « Une force dans le quartier »

Notre mission

Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste est un organisme communautaire à but non lucratif issu de l'implication et de la volonté des résidentes et des résidents du quartier Saint-Jean-Baptiste et dont la priorité est la défense des droits et des intérêts de la population.

Nos interventions visent la promotion d'un aménagement et d'un développement urbain qui tiennent compte de la spécificité du quartier. Nos actions sont également liées à l'amélioration des conditions de vie socio-économiques de la population. Depuis plus de trente ans, notre organisme lutte pour la protection du caractère résidentiel du quartier et pour l'accès à des logements décentes et abordables.

De plus, le Comité populaire, par le biais de son journal *L'infobourg* et d'autres activités publiques, informe et sensibilise la population, contribue à susciter réflexions et débats sur des sujets d'intérêt public comme il aide à sortir les ménages à faibles revenus de l'isolement et à faire valoir leurs droits.

Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste défend les locataires. Il favorise aussi la formation de nouvelles coopératives d'habitation dans le quartier.



780, rue Sainte-Claire, Québec (Qc), G1R 5B9 | 418-522-0454 | comite.populaire@videotron.ca

Coupon d'adhésion Comité populaire SJB

Nom :

Adresse :

Code postal :

No de tél. :

Courriel :

LE BOURDON
du faubourg

*Actualités,
Vie de quartier,
Histoire et patrimoine,
Agenda du quartier...*

Exclusivement en ligne sur
bourdonmedia.org

suivez @bourdonfaubourg sur



VIVRE, TRAVAILLER ET CONSOMMER
SAINT-JEAN-BAPTISTE

Tribune du faubourg



AVIS DE RECHERCHE DE TÉMOIGNAGES : CHUTES SUR SAINTE-CLAIRE

Par Sophie Pomerleau



Le 15 janvier 2020, au retour des vacances des Fêtes, je marchais dans mon quartier, Jean-Baptiste. Enfin! Au coin de la rue Saint-Jean, la rue partagée Sainte-Claire était ré-ouverte à la population piétonne qui l'emprunte, comme moi, très régulièrement, pour se rendre au centre de Saint-Roch, en basse-ville. En trois ou quatre enjambées sur le petit couloir qu'est devenue cette rue à cause des travaux sur l'ancienne boucherie, je me suis retrouvée «sur le cul» au sens propre du terme, glissant sur une grande plaque de glace vive recouverte de neige, me fracturant le poignet gauche. Résultat : un plâtre pour six semaines, du côté avec lequel l'artisane que je suis écrit et vaque à toutes ses activités de travailleuse autonome fraîchement devenue... Vous comprendrez que tous mes contrats, d'ici au 24 février, sont annulés. Je veux donc faire un recours contre la Ville de Québec, pour dommages corporels. À cause de leur négligence à entretenir cette rue piétonne très achalandée. Je sais que nous sommes nombreux et nombreuses car en parlant autour de moi j'ai déjà trouvé deux amies qui sont tombées exactement au même endroit, dans la même période, entre le 1er et le 21 janvier 2020. Vous êtes au nombre des personnes blessées? Vous voulez ajouter votre voix à la mienne? Ensemble, nous démontrerons que négligence, il y a eu. Merci de m'écrire à pomerlosophie@gmail.com pour m'en informer.

IL EST DIFFICILE DE SE LOGER

Par Hélène Thibault

Il a déjà été établi que, pour vivre décemment, on doit gagner par semaine ce que nous coûte par mois notre loyer. Le salaire minimum est présentement à 12,50\$/heure et à 10,05\$/heure pour les employés à pourboire, les gens qui ne peuvent trouver un emploi à 25\$ l'heure et plus avant impôt doivent travailler plus de 60 heures par semaine pour pouvoir se payer un studio d'une pièce et demie dans la ville de Québec et ses environs.

L'ironie est que des blocs d'appartements et condos sont rénovés ou bâtis à gros coûts et sont à des prix inaccessibles pour les gens de classe pauvre ou moyenne, classe moyenne qui finira par ne plus exister à cause du coût de la vie trop élevé. Est-ce qu'on se fiche à ce point des gens dépourvus de moyens? Québec (et ses environs) deviendra-t-elle une ville seulement habitée par des gens fortunés?

Est-ce que 20 000 \$ après impôt pour une personne est suffisant aujourd'hui pour vivre annuellement? Certains de vous répondront oui, et d'autres diront que cette personne devra s'acheter des vêtements dans les friperies, acheter des objets dans les marchés d'occasions ou dans les marchés aux puces, etc. À cela peut s'ajouter le coût des médicaments dont certains sont en partie payés grâce à une assurance privée qu'il lui faudra déboursier de sa propre poche.

Les taxes étouffent des commerces qui doivent fermer leurs portes. Les gens veulent vivre décemment. Les seuls heureux de les payer sont ceux qui veulent faire rapidement des profits et vendent ou louent assez cher des immeubles d'habitation pour amasser le plus d'argent possible.

S	E	N	E	R	I	N	E	S	■	N	12
D	E	I	L	N	I	G	A	U	D	E	11
E	■	R	■	N	P	I	A	■	I	C	10
S	R	A	S	E	R	E	L	E	S	■	9
M	I	■	S	E	R	R	E	■	A	C	8
R	■	T	■	S	I	T	■	A	R	■	7
O	■	E	■	C	T	R	I	■	A	C	6
V	■	■	N	O	N	S	I	O	■	E	5
A	■	N	■	A	L	L	■	L	■	M	4
F	■	■	U	■	E	L	■	A	■	G	3
E	■	■	R	■	S	A	■	L	■	U	2
D	■	■	S	■	G	I	■	S	■	A	1
12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1

AGENDA COMMUNAUTAIRE

Par Pascaline Lamare

LES ACTIVITÉS GRATUITES DANS LE FAUBOURG

7 mars / 20 h 30

projection de courts-métrages

Passage Olympia

Assistez à la projection de courts-métrages, autour d'un chaleureux feu de foyer et dans une ambiance festive et magique.

8 mars / 14 h

jukebox TRAD

Passage Olympia

Les amateurs et amatrices de musique trad se retrouvent au Passage Olympia, autour du feu de foyer, pour écouter et chanter leurs airs préférés.

8 mars / à partir de 19 h

cabaret non-mixte du 8 mars

Centre Lucien-Borne

Le cabaret permet de célébrer la Journée internationale des droits des femmes. La soirée s'adresse aux femmes, aux personnes queer et aux personnes trans de tous les âges. La salle est accessible aux personnes à mobilité réduite. Cabaret, danse-party et marché artisanal sur place durant la soirée.

9 mars / 13 h 30

conférence sur la prévention de la fraude financière

Bibliothèque Claire-Martin

Les personnes âgées ne sont pas à l'abri des abus financiers. Comment vous protéger? Quels sont vos droits? Cette conférence, organisée par l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, vous permettra d'y voir plus clair.

11 mars / 12 h 10

midi-musique

Grand Théâtre

En plus de vous initier aux répertoires classique et contemporain, ces minirécitals permettent aux élèves du Conservatoire de musique de Québec de faire valoir leur talent en public. Emma Ahern jouera du hautbois et Antoine Dubé de la guitare.

25 mars / 12 h 10

midi-musique

Grand Théâtre

Cette représentation des élèves du Conservatoire de musique de Québec permettra d'entendre Jérémie Forgues aux percussions et Maxime Gaudreau à la contrebasse.

5 avril / 11 h

croissants-musique

Grand Théâtre

Sergio Ouellet, en trio avec Shampouing (guitares et chœurs) et Cédric Martel ou Maxime Moisan (basse et chœurs, à confirmer). Dans la foulée de la sortie de son album Village fantôme, on pourra assister à un spectacle folk à influence country appalachienne, tout en poésie.

8 avril / 12 h 10

midi-musique

Grand Théâtre

Cette représentation des élèves du Conservatoire de musique de Québec sera consacrée à la musique de chambre.

11 avril / 13 h 30

paroles et musique avec Stick Men

Palais Montcalm

Les amateurs de rock progressif pourront écouter Tony Levin, Pat Mastelotto et Markus Reuter, des Stick Men, revenir sur leur parcours. En compagnie de Nicolas Houle à l'animation, ils parleront entre autres de la maîtrise de leur instrument respectif, de leurs collaborations marquantes ou encore de leur démarche créative.

Gratuit, mais réservation obligatoire: 418 641-6040

Les dimanches 1er mars, 5 avril et 3 mai

accès gratuit aux musées

Comme tous les premiers dimanches du mois, on peut accéder gratuitement aux musées. Pourquoi ne pas en profiter pour aller au Musée national des Beaux-Arts de Québec, au Musée de la civilisation ou à l'Îlot des Palais? Et d'ailleurs, savez-vous que la Bibliothèque de Québec prête gratuitement à ses abonnés des laissez-passer pour visiter les différentes expositions de ses musées partenaires? Le laissez-passer familial pour deux adultes et deux enfants vous permet d'aller au Musée de la civilisation, au Monastère des Augustines et à La Citadelle – Musée Royal 22e Régiment, et depuis peu le Musée des plaines d'Abraham et le Musée national des Beaux-Arts.

Pour en savoir plus : https://www.bibliothequedequebec.qc.ca/services/pret_gratuit/empruntez_musee.aspx

**Bénévoles recherchés****Tél. : 418 522-2179****Nous sommes présentement à la recherche de bénévoles !**

Nous cherchons des chauffeurs et des accompagnateurs pour le service d'accompagnement-transport pour les rendez-vous médicaux (il n'est pas nécessaire de posséder une voiture). Nous sommes aussi à la recherche de bénévoles pour les visites d'amitié.

Si vous souhaitez donner un peu de votre temps à un organisme communautaire du quartier, téléphonez-nous !

Au plaisir de vous rencontrer !

**L'équipe de l'Entraide du Faubourg
369, rue Saint-Jean
Québec (Québec) G1R 1N8**

Depuis maintenant

40 ans

L'Entraide du Faubourg

Un organisme

communautaire

de soutien à domicile

pour les 55 ans et plus

Annoncez vous dans L'Infobourg

Pour toute information consultez, notre
kitmédia en ligne à
www.compop.net/publicite

ou contactez Marie-Ève Duchesne
au 418-522-0454 ou
comite.populaire@videotron.ca

Grille de tarifs Pub en noir et blanc

Pleine page :	545\$
Demie page :	300\$
1/3 de page :	235\$
1/4 de page :	200\$
1/6 de page :	135\$
1/8 de page :	105\$
Carte d'affaire	60\$



ARQUEMUSE | ÉCOLE DE MUSIQUE

Cours individuels

Accordéon
Basse
Chant
Clarinette
Flûte Traversière
Guitares
Piano
Violon / Alto
Violoncelle
Et plus encore !

Durée des cours

30 minutes
45 minutes
60 minutes

Cours d'essai : 37\$ pour 45 minutes

Inscriptions en tout temps

Cours de groupe

Ensemble d'accordéons
Ensemble de flûtes
Orchestre à cordes
Orchestre oriental
Chorale Arquemuse
Initiation au piano
Éveil musical
Éveil musical pour enfants autistes

Durée des cours variable

Contactez-nous pour de plus amples
renseignements !



(418)525-6873

info@arquemuse.com

www.arquemuse.com

ARQUEMUSE | ÉCOLE DE MUSIQUE

Toutes les raisons sont bonnes d'aller
— À LA PIAZZETTA ST-JEAN! —



Nouveau menu 5 à 7
du dimanche au jeudi.

lapiazzetta.ca

707, rue Saint-Jean | Québec
418.529.7489

P I A
Z Z E
T T A

La pizza fine